
 Hospitalisation à Domicile AP-HP	ASSISTANCE PUBLIQUE  HÔPITAUX DE PARIS	MAPA REF N° : 2024099DH19905 : LOT 01 TCE 2024099DH19906 : LOT 02 LOTS TECHNIQUES
---	---	--

Marché de Travaux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP COMMUN)

**Opération de travaux portant sur la création
d'une unité de soins adultes pour le HAD
(Hospitalisation à Domicile) au sein de l'hôpital
Emile Roux (APHP) situé au 1 Avenue Verdun
à Limeil-Brévannes – 94450**

Le présent CCAP comporte 23 pages

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 – GENERALITES	5
1.1	PRESENTATION DU MAITRE D’OUVRAGE.....	5
1.2	LISTES DES INTERVENANTS.....	6
1.3	NATURE DES TRAVAUX	6
1.4	ALLOTISSEMENT	7
1.5	LIEU D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
1.6	COTRAITANCE.....	7
1.7	SOUS-TRAITANCE.....	7
1.8	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.9	VISITE OBLIGATOIRE DU SITE AVANT REMISE DES OFFRES	8
1.10	CONDITIONS D’EXECUTION DES TRAVAUX – SITE OCCUPE	8
1.11	ETAT DES LIEUX – PV D’ENTREE	8
1.12	LIEUX D’EXECUTION, ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE	8
2	ARTICLE 2 - PIECES DU MARCHE.....	8
2.1	PIECES PARTICULIERES	8
2.2	PIECES GENERALES	9
2.3	EXHAUSTIVITE DES PIECES	10
3	ARTICLE 3 - MODALITE D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
3.1	DUREE DU MARCHE.....	10
3.2	DELAI D’EXECUTION	10
4	ARTICLE 4 - VERIFICATION ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	10
4.1	ÉTENDUE DE L’OBLIGATION DE RESULTAT	10
4.2	COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
4.3	RECEPTION DES TRAVAUX	11
	LA RECEPTION.....	11
	<i>Initiative de la demande de réception</i>	<i>11</i>
	<i>Documents devant être remis au Maitre de l’Ouvrage et au coordonnateur SPS</i>	<i>12</i>
5	ARTICLE 5 – GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT DES TRAVAUX	13
6	ARTICLE 6 - OBLIGATION ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
6.1	DISPOSITION GENERALE.....	14
6.2	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	14
6.3	PROTECTION DE LA MAIN D’OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	14
6.4	ASSURANCE	15
7	ARTICLE 7 – PRIX	15
7.1	FORME ET NATURE DU PRIX	15
8	ARTICLE 8 – FACTURATION	16
8.1	ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	16
9	ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT	17
9.1	MODALITES DE REGLEMENT	17
9.2	RETENUE DE GARANTIE	18
9.3	INTERETS MORATOIRES.....	18
9.4	NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	18

10	ARTICLE 9 - MODIFICATION DU MARCHE.....	18
10.1	CLAUSE DE REEXAMEN	18
11	ARTICLE 11 - PENALITES.....	19
11.1	PENALITE ET RETENUES	19
12	ARTICLE 12 - RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
12.1.1	<i>Résiliation pour motif d'intérêt général.....</i>	<i>20</i>
12.1.2	<i>Résiliation d'un commun accord des parties</i>	<i>20</i>
12.1.3	<i>Résiliation unilatéral du représentant du pouvoir adjudicateur</i>	<i>20</i>
12.1.4	<i>Exécution du marché aux frais et risques du titulaire.....</i>	<i>21</i>
13	ARTILCE 13 - LITIGES ET DIFFERENDS	22
14	ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE	22
15	ARTILCE 15 - DONNEES PERSONNELLES	22
16	ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

1 ARTICLE 1 – GENERALITES

1.1 PRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

L'Hospitalisation à Domicile de l'AP-HP

L'HAD-AP-HP est un hôpital de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris dont la particularité est l'intervention des équipes de soin au domicile des patients, 24h/24 et 7 jours/7. Elle est polyvalente et généraliste. Elle couvre tous les modes de prises en charge, à l'exception de la psychiatrie, et tous les âges de la vie : femmes en ante et en post-partum, nourrissons et jeunes enfants, adultes, personnes âgées.

L'HAD-AP-HP assure la prise en charge de 800 patients en moyenne par jour, sur l'ensemble du Grand Paris, pour 8,5 millions d'habitants ; ce territoire d'intervention s'étend progressivement pour couvrir l'ensemble de l'Ile de France. Les patients sont adressés à l'HAD-AP-HP par les hôpitaux de l'AP-HP, d'autres établissements hospitaliers, publics ou privés, par les médecins libéraux, les SSIAD, les EHPAD, les établissements pour personnes handicapées.

L'HAD-AP-HP est un établissement en forte évolution, cette dynamique devant se poursuivre dans les années qui viennent. Elle assure des soins complexes et de plus en plus spécialisés au domicile, en EHPAD et établissements pour personnes handicapées. Elle s'investit dans les parcours de soins, en proximité, avec les acteurs des soins primaires et auprès des services hospitaliers, et contribue au développement des liens ville-hôpital-médico-social-domicile. Elle met en œuvre un programme de recherche et d'innovations.

Les 4 départements cliniques et médico-techniques font partie de la gouvernance de l'HAD-AP-HP et portent les enjeux stratégiques et de gestion de l'établissement.

Les 4 départements cliniques et médico-techniques sont les suivants :

- Département 1 : HAD - Adultes : composé de 15 unités de soins, d'une unité de renfort et d'une unité de soins palliatif à domicile (USPAD)
- Département 2 : HAD – Pédiatrie-Obstétrique : comprenant la plateforme d'admission pédiatrique et obstétrique, la coordination de pédiatrie, 5 unités de soins pédiatriques et 1 unité d'obstétrique,
- Département 3 : HAD – Parcours de soins et activités transversales : comprenant la plateforme d'admission, coordination adulte, les unités de rééducation et de diététique, le service social, les psychologues et l'unité de nuit,
- Département 4 : HAD – PUI et logistique territoriale des produits de santé : regroupant la Pharmacie à Usage Intérieur, l'unité de liaison chimio, le magasin (médical-hôtelier) et le service Courses', et les activités de nutrition parentérale à domicile.

1.2 LISTES DES INTERVENANTS

❖ **Maitrise d’Ouvrage**

Hospitalisation A Domicile
HAD -APHP
Direction des Finances, de l’Investissement
et des services économiques
14 rue Vésale - 75005 PARIS

➤ **Equipe projet HAD :**

Olivier Marcarian
Responsable de l’opération
olivier.marcarian@aphp.fr

Salim Chekkal
Responsable des marchés et des services économiques
salim.chekkal@aphp.fr

➤ **Mission MOE (Maîtrise d’œuvre) pour cette opération est assurée par :**

FAM Architectures - Mme MOUMENI - Architecte DPLG
faridamoumeni@fam-architectures.fr

➤ **Mission Contrôle Technique pour cette opération est assurée par :**

Mr ADIM - Responsable de Groupe - BTP Consultants
abderrahman.adim@btp-consultants.fr

➤ **Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)**

L’intervenant sera indiqué ultérieurement

1.3 NATURE DES TRAVAUX

L’opération porte sur les travaux d’aménagement, de rénovation et de création sur la base des locaux existants pour l’installation et la mise en service d’un nouvel espace « l’unité de soin Adultes HAD »

Lieu d'exécution

Le projet est prévu au sein de l’Hôpital EMILE ROUX, situé au 1, Avenue Verdun – 94450 Limeil-Brévannes

Les caractéristiques techniques :

Le projet se développe dans une partie du RDC du bâtiment présent au Sud-est de l’hôpital. Toutes les installations techniques sont dimensionnées et conçues pour recevoir cette activité dans le respect des règles de l’art et le maintien de l’architecture du bâtiment. La surface utile concernée par les travaux porte sur environ 420 m² aménagés au RDC.

Pour ce projet de travaux, les prestations sont déclinées en deux lots principaux, un lot travaux en tous corps d'état et un lot travaux d'installations techniques (voir les CCTP).

- **Les Prestation en TCE (tous corps d'état) portent sur les points suivants :**

- Installation de chantier
- Travaux de déplombage, dépose et purges des espaces avec mise en décharge.
- Travaux d'aménagement des espaces :
- Cloisonnement et réaménagements
- Réparation et pose des menuiseries et mobilier
- Faux plafonds
- Finitions : revêtements et peintures

- **Les prestations travaux d'installations techniques :**

- Installation des réseaux, tableau et appareillages électrique CFO/CFA et SSI
- Installation de la ventilation y compris appareils techniques et plomberie

1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti comme suit :

- Lot 01 TCE (tous corps d'état) : lots architecturaux (démolition, plâtrerie, faux-plafonds, menuiseries intérieures, sols et peintures
- Lot 02 : Lots techniques : électricité CFO et CFA, SSI, CVC et plomberie

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct. Le détail des prestations des 2 lots, figure dans les pièces techniques.

1.5 LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Au sein de l'Hôpital EMILE ROUX, situé au **1, Avenue Verdun – 94450 Limeil-Brévannes**

1.6 COTRAITANCE

Si le titulaire est membre d'un groupement, la forme de ce dernier doit être solidaire à compter de la notification.

A ce titre, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du maître de l'ouvrage jusqu'à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, à laquelle ces obligations prennent fin.

1.7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché selon les dispositions figurant de l'article 3.6 du CCAG travaux applicable.

1.8 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de recourir à des marchés négociés pour des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans la limite de 50% du montant du marché initial. La durée pendant laquelle les marchés similaires peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial.

1.9 VISITE OBLIGATOIRE DU SITE AVANT REMISE DES OFFRES

Une visite du site est exigée, elle permet au candidat et au titulaire in fine, de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des travaux dans le site et selon les prescriptions techniques décrites au CCTP.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'étendue exacte des travaux à effectuer et être à même d'apprécier leur incidence financière.

A ce titre il ne peut se prévaloir d'une méconnaissance des lieux et/ou des conditions d'exécution pour modifier son offre technique ou financière.

1.10 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX – SITE OCCUPE

Les travaux étant réalisés en **site occupé**, toutes les dispositions doivent être prises pour s'assurer du respect du règlement intérieur du site (donné au titulaire lors de la réunion de lancement) et éviter toutes perturbations risquant de gêner ou d'arrêter ses activités suivant les dispositions mentionnées au CCTP et ses annexes.

1.11 ETAT DES LIEUX – PV D'ENTREE

Préalablement à toute exécution des travaux et en présence du maître d'ouvrage ou de son représentant, une constatation contradictoire est faite entre le maître d'ouvrage et le titulaire pour la mise à disposition des locaux où sont réalisés les travaux. Elle donne lieu à un constat dressé sur-le-champ conformément à l'article 11.4 du CCAG Travaux.

1.12 LIEUX D'EXECUTION, ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE

Les réunions de suivi d'exécution du marché se tiennent sur le site EMILE ROUX

L'accès au site au **1, Avenue Verdun – 94450 Limeil-Brévannes**

2 ARTICLE 2 - PIECES DU MARCHE

Le marché, et l'ensemble des documents qui en découlent, sont rédigés en langue française. En cas de contradiction, les pièces particulières prévalent sur les pièces générales.

2.1 PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

Le marché est régi par les pièces particulières énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- **l'acte d'engagement et ses annexes,**
- **le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),**
- **le planning d'exécution des travaux,**
- **le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),**
- **l'offre commerciale et technique remise par le titulaire,**
- **tout document à valeur légale résultant de l'exécution du marché (modifications, ordres de service, plans...).**

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

2.2 PIECES GENERALES

Outre le CCAG travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, le marché est régi par les textes et règlements techniques ci-dessous, lesquels doivent être respectés dans la mesure où l'exécution des travaux objets du présent marché entre dans leur domaine d'application. Et notamment, sans que cette liste ne soit limitative :

- les Documents Techniques Unifiés (D.T.U) établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis,
- le Code Civil, le Code de la Santé Publique, le Code du Travail, le Code de la Construction et de l'Habitation, le Code de l'Environnement, le Code de l'Urbanisme, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code des Communes, le Code de la Commande Publique, le Code de la Consommation, etc.,
- les lois et textes concernant l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- le règlement sanitaire national et sanitaire départemental ainsi que la réglementation sur la sécurité incendie,
- les textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers ainsi que la législation concernant les conditions de travail et d'emploi de la main d'œuvre,
- la réglementation acoustique et les textes concernant la limitation des bruits de chantier,
- les textes et la législation concernant les travaux de désamiantage ainsi que ceux concernant les déchets de chantier,
- les règlements de police ou municipaux et notamment ceux ayant trait à la sécurité de la circulation et à la signalisation aux abords des chantiers,
- tous les autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à l'acte de construire ou à la sécurité.

Le titulaire est réputé connaître en tous points les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les textes législatifs, décrets, arrêtés, circulaires, dispositions, spécifications, prescriptions, normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc. connus et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf spécifications contraires et expresses indiquées dans le CCAG/Travaux.

En cas de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du présent CCAP et les clauses et prescriptions des textes réglementaires rappelés ci-dessus (lois, règlements, normes, DTU, etc.) les textes réglementaires prévalent.

Les normes, DTU et règles de calculs prévus comme documents contractuels dans le cadre du présent CCAP n'ont ce caractère que pour toutes prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction et de mise en œuvre, aux règles de sécurité et à la coordination des travaux, à l'exclusion des clauses à caractère administratif et financier qui pourraient avoir une influence sur les spécificités forfaitaires du marché.

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels, mis en œuvre et prévus au CCTP doivent satisfaire aux normes françaises homologuées ainsi qu'aux normes européennes transposées pour devenir applicables dans l'ordre juridique français et aux dispositions des Documents Techniques Unifiés.

Les ouvrages sont calculés et exécutés conformément aux règles de calcul, règlements en vigueur, normes, DTU et recommandations générales au moment de l'exécution des travaux.

Les règles, prescriptions de mise en œuvre et/ou cahier des charges établis par le concepteur ou le fabricant doivent toujours être respectés par le titulaire.

Il peut exiger du titulaire la fourniture des agréments ou procès-verbaux d'essais établis par des organismes agréés pour tous produits ou procédés mis en œuvre, qu'ils soient de technicité courante ou non courante.

2.3 EXHAUSTIVITE DES PIECES

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis aux articles 2.1 *Pièces particulières* et 2.2 *Pièces générales* du présent document, expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de ces derniers. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux. Le marché et l'ensemble des documents qui en découle, est rédigé en langue française.

3 ARTICLE 3 - MODALITE D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 DUREE DU MARCHE

La durée du marché correspond à la période pendant laquelle le titulaire est tenu d'exécuter ses obligations contractuelles. Cette durée est ferme et ne fait l'objet d'aucune reconduction. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il prend fin à compter de l'exécution de la totalité des travaux prévus au marché et de la réception définitive des travaux par le pouvoir adjudicateur, soit à l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement », tel que défini à l'article 44-1 du CCAG travaux, et détaillé à l'article 5 du présent document.

3.2 DELAID'EXECUTION

Le planning des travaux (études exe, préparation de chantier et la réalisation) indiqué ci-dessous est une période indicative. Un ordre de service modifiera la date d'exécution effective des travaux :

- Préparation : 1 mois
- Lot 1 : 12 semaines
- Lot 2 : 6 semaines
- OPR et réception : 1 mois

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation d'un mois.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

4 ARTICLE 4 - VERIFICATION ET RECEPTION DES TRAVAUX

4.1 ETENDUE DE L'OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire doit fournir :

- Les études : plans des ouvrages existants, plans d'exécution et carnets de détails entièrement renseignés, les notes de calculs,
- La coordination des études et du chantier,

- L'établissement du DOE, du DEM, et du PPSPS prévu dans le présent CCAP,
- La mise en œuvre des éléments de sécurité individuelle et collective, conformément au PPSPS,
- La production des avis techniques ou Procès-Verbaux de tous les matériaux,
- La fourniture d'échantillons,
- La protection de tous les ouvrages existants,
- La remise en état des ouvrages détériorés,
- Les travaux de finition avant réception.

4.2 COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

À l'issue de la notification, une première réunion a lieu. Un procès-verbal (PV) de réunion est rédigé par le Maître d'œuvre et remis au titulaire du marché. Ce PV rend contractuels le calendrier et le planning d'exécution du marché.

Les missions du titulaire sont détaillées dans les CCTP.

4.3 RECEPTION DES TRAVAUX

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont considérés comme achevés. La réception des travaux est visée par la maîtrise d'ouvrage après réception et acceptation des documents d'exécution. Celle-ci est prononcée après un examen des ouvrages et une vérification de ses caractéristiques.

Document fournis après exécution

Après exécution des travaux et avant leur réception, l'entrepreneur doit remettre un dossier des ouvrages exécutés au maître de l'ouvrage suivant spécifications des CCTP.

Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux de chaque marché.

Parfait achèvement

Le maître d'œuvre (MOE) procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur ayant été également convoqué. En cas d'absence du titulaire de ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal, qui lui est alors notifié.

Durant l'année de parfait achèvement, le MOE intervient en cas de désordres liés aux travaux auprès de l'entreprise afin d'y remédier.

La réception

Initiative de la demande de réception

La demande de réception peut être prononcé :

- à l'initiative du titulaire, qui avise le Maître d'ouvrage par courriers électronique avec avis de réception, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront. Dans un délai de 15 jours calendaire à compter de la réception de ce courrier, après avis du maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage convoque (par l'intermédiaire du maître d'œuvre) le titulaire aux opérations de réception des ouvrages, par voie électronique avec avis de réception.
- à l'initiative du Maître de l'ouvrage qui convoque le titulaire (par l'intermédiaire du maître d'œuvre) par courrier électronique avec avis de réception, s'il estime les travaux terminés.

Documents devant être remis au Maître de l’Ouvrage et au coordonnateur SPS

Outre les documents qu’il est tenu de fournir avant ou pendant l’exécution des travaux, le titulaire remet au maître d’œuvre :

- au plus tard lorsqu’il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d’équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d’évacuation des déchets,
- dans un délai d’un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l’établissement du dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO).

Ces documents seront remis en 1 exemplaire papier et 1 dématérialisé au Maître d’œuvre aux fins de constitution du DOE et en 1 exemplaire papier et 1 dématérialisé au coordonnateur SPS aux fins de constitution du DIUO.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans les pièces du marché.

Ce dossier (DOE) comprendra notamment :

- les plans d'exécutions ;
- les plans de récolement ;
- les plans de réseaux exécutés ;
- les plans de câblage, schéma et armoires ;
- pour le corps d'état « Plomberie », Le titulaire fournit les schémas des installations sur plans *ad hoc* avec indications des appareils, des interrupteurs ;
- s'il y a eu travaux de retrait ou d'encapsulage de MPCA, le Rapport Fin de Travaux tel que défini par l'article R4412-139 du code du travail ;
- d'une manière générale, les contre calques des plans et autres documents conformes à l'exécution effective des travaux (pour chaque corps d'état) ;
- les notices d'utilisation : notice, en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et équipements divers, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- les certificats de traitement le cas échéant ;
- les bons de garanties éventuels ;
- les adresses des fabricants et négociants des produits industriels utilisés ;
- les résultats des essais effectués sur chantier et en laboratoire ;
- tels que prévus au descriptif ou demandés en cours de chantier ;
- les certificats de conformité éventuels ;
- liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte et le nom et l'adresse des fournisseurs ;
- liste des sous-traitants avec leurs adresses et leur numéro de téléphone.

Le dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l’entretien de l’ouvrage.

La réception ne peut être demandée qu'à l'achèvement de l'ensemble des ouvrages faisant l'objet du marché des entreprises concourant à la même opération.

Les réserves ne peuvent porter que sur des imperfections et malfaçons mineures ou sur le bon fonctionnement des équipements techniques.

Dans le cas où les travaux nécessaires pour y remédier ne seraient pas effectués dans le délai fixé au PV de réception, ou que de travaux d'achèvement des ouvrages ne seraient pas effectués lorsque la réception n'a pu avoir lieu, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entreprise défaillante, sans préjudice de la résiliation du marché conformément à l'article 15.1.1 du présent CCAP.

Le délai des levées de réserve est de 60 jours au plus tard après la date de réception.

Celle-ci ne sera alors prononcée qu'à l'issue de la période ouverte à l'entreprise pour exécuter la prestation.

5 ARTICLE 5 – GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les conditions de garantie sont celles précisées dans l'offre technique du titulaire. Conformément au minimum légal, elles ne doivent pas avoir d'incidence financière.

Seule la réception définitive fait débiter les différentes garanties légales (prévues à l'article 44 du CCAG), à savoir :

- Garantie de parfait achèvement des travaux d'un an (1) ;
- Garantie de bon fonctionnement des matériels conformes aux exigences du CCTP, ou à défaut d'indication de deux (2) ans minimum ;
- Garantie décennale pour les éléments liés à la structure ;
- Garantie décennale pour les éléments liés à l'étanchéité.

Le marché prend fin à compter de la réception définitive des travaux par le maître d'ouvrage. Néanmoins, la fin du marché ne dégage pas le titulaire de son obligation de garantir le parfait achèvement des travaux.

Il est tenu, dans un délai d'une (1) année à compter de la réception définitive des travaux, à la réparation de tout désordre signalé (si des réserves ont été faites lors de la réception) ou ceux qui sont apparus après la réception (ce peut être des malfaçons, des réalisations non conformes ou des travaux non exécutés).

Une retenue de garantie de 5% est effectuée au paiement de chaque facture, qui constitue une garantie de nature à permettre au maître d'ouvrage de s'assurer que dans les 365 jours suivant la réception de l'ouvrage, toutes les éventuelles réserves ont bien été prises en compte par le titulaire. Le solde total de 5% du prix du marché est versé au titulaire à l'issue de la réception définitive des travaux et de la levée de cette garantie.

Cette retenue de garantie de 5% du montant du marché est constituée progressivement par retenue d'un même pourcentage à chaque état d'avance.

Le maître d'ouvrage peut faire exécuter, au frais et risques du titulaire défaillant, la réparation de tous les désordres relevant de la garantie de parfait achèvement des travaux, après une mise en demeure restée infructueuse.

6 ARTICLE 6 - OBLIGATION ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE

6.1 DISPOSITION GENERALE

Le titulaire s'engage à :

- exécuter l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément aux règles et usages de la profession ;
- remettre en état, à titre gracieux, tout ou partie des équipements, dispositifs ou installations endommagés du fait d'une faute ou d'une erreur commise par lui ou l'un de ses agents ;
- prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité lors de l'exécution du marché ;
- respecter les consignes de sécurité en vigueur sur le site ;
- désigner un représentant de l'entreprise, interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

6.2 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le présent marché doit limiter de façon significative les impacts néfastes susceptibles d'être générés auprès des utilisateurs et sur l'environnement.

Le titulaire veille à ce que l'exécution du marché respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux, sur simple demande du maître d'ouvrage. A défaut de justifications ou à défaut de respect, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des produits utilisés dans le cadre des travaux (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage).

S'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du marché, il doit être en mesure d'en apporter la preuve.

6.3 PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG Travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et sur simple demande du maître d'ouvrage.

L'entreprise titulaire doit également respecter la législation en cours concernant le recrutement des ouvriers à aptitude physique restreinte.

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993 concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs et à ses décrets d'application. L'article 31.4 du CCAG/Travaux s'applique.

Le titulaire doit avoir connaissance des responsabilités qui lui incombent en application des dispositions du Code du Travail pour chacun des participants à l'opération, et notamment celle des entreprises, de leurs cotraitants et sous-traitants.

6.4 ASSURANCE

Le titulaire dispose des assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux,
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui doit au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître d'ouvrage, il fournit copie du ou des contrats d'assurance afférents. En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage peut résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

7 ARTICLE 7 – PRIX

7.1 FORME ET NATURE DU PRIX

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le titulaire est réputé avoir :

- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- pris connaissance des lieux d'exécution des travaux,
- contrôlé toutes les indications du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par le CCTP, les CCTC, les plans et dessins,
- pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;

- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Aucune réclamation du titulaire ne peut être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

- Actualisation des prix du marché après la date prévue du démarrage des travaux

Le prix du marché est ferme. Il peut être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de fixation du prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application aux prix d'un coefficient¹ donné par la formule :

$\text{PRIX ACTUALISE} = I(M-3) / I(M0)$ où :

M est le mois de début d'exécution des travaux

I(M-3) est l'index de référence au mois M-3

I(M0) est l'index de référence mois M0

8 ARTICLE 8 – FACTURATION

Le droit au règlement des factures court à compter de la date de décision d'admission des différents travaux, après leur vérification et à la levée des éventuelles réserves.

8.1 ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

Le titulaire établit une facture mensuelle relative à l'avancement des travaux (détaillés dans l'annexe financière - *Décomposition du prix global et forfaitaire* à l'acte d'engagement), une fois que ces derniers ont été réceptionnés définitivement par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la Facturation électronique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail Sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>).

La procédure préalable d'établissement des demandes de paiement doit être conforme aux exigences du portail de dématérialisation CHORUS-PRO. Les Titulaires soumis à la présente obligation doivent transmettre leurs factures via la plateforme officielle CHORUS-PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

¹ Index BT ou TP, diffusé par l'INSEE

- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- L'identité du destinataire final ;
- Le pays où la ville de destination finale ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- Le numéro et la date du marché ;
- Désignation du HAD-APHP :
- Code service : 099
- La nature des prestations et leur prix unitaire H.T. ;
- Les références fournisseurs des matériaux ;
- Le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- Le montant total H.T. et T.T.C. de la commande, le cas échéant ;
- La date et signature.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique et la facture risque d'être rejetée.

De ce fait, le délai de traitement des factures est allongé et la mise en règlement retardé.

9 ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1 MODALITES DE REGLEMENT

Acomptes

Les acomptes sont réglés suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux. Le solde ne peut être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ont été produits ainsi que 100% des réserves levées.

Paiement des cotraitants

La demande de paiement est faite par le mandataire du groupement solidaire. En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations (en application de l'article 11.7.1 du CCAG Travaux).

Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans contestation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Délai global de paiement

Le règlement s'effectue dans le délai de 30 jours l'article R2192-10 du CCP.

9.2 RETENUE DE GARANTIE

Il est institué une retenue de garantie de 5%, qui est prélevée et restituée dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique.

Ce taux est ramené à 3 % dans le cas où le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 de ce même code.

9.3 INTERETS MORATOIRES

À défaut de paiement dans les 30 jours maximums suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

9.4 NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Le maître d'ouvrage délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable du maître d'ouvrage par l'établissement cessionnaire.

10 ARTICLE 9 - MODIFICATION DU MARCHE

10.1 CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à 10 du code de la commande publique, les présentes marches peuvent être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes:

- si des travaux supplémentaires ou des modifications sont rendues nécessaires à leur exécution;
- dans le cas d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires (obtention d'autorisations administratives, travaux préalables et objets d'un autre marché...) cf. art.18.2.2 du CCAG Travaux
- en cas de pénurie de matières premières et/ou de matériaux et engendrant le report de livraison de ces derniers ;
- en cas de report de la livraison des travaux dû à la survenance d'un événement extérieur au contrat (événement climatique susceptible par son ampleur ou sa durée d'entraver l'exécution, risque sanitaire majeur...) rendant impossible la livraison aux dates initiales attendues. Dans l'hypothèse d'un report il n'est prévu ni indemnisations, ni actualisation des prix. Néanmoins, l'HAD APHP peut examiner sur justificatifs d'éventuelles incidences financières ;
- en cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire², à certaines conditions ³ ;
- en cas de reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur.

Toutefois, il est entendu que ces modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché. Par voie de conséquence, la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Les dispositions prévues à l'article 54 du CCAG Travaux sont applicables.

² Fusion, acquisition, absorption

³ A condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté dispose de l'ensemble compétences techniques et des garanties financières nécessaires à l'exercice des missions confiées.

11 ARTICLE 11 - PENALITES

11.1 PENALITE ET RETENUES

- **Pénalité de retard d'exécution des prestations**

Dès que le délai contractuel de réception des travaux par poste pour lequel le titulaire s'est engagé est dépassé (délai rappelé dans son offre technique et dans le calendrier détaillé d'exécution), il peut procéder à une demande de prolongation de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :

- Si la demande est acceptée, le retard ne donne pas lieu à des pénalités.
- Si la demande est refusée, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, la pénalité journalière encourue par le titulaire en cas de retard dans l'exécution des travaux est fixée à 1/1000 du montant hors taxes du marché considéré. Celui-ci peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante, courant à compter du refus de la demande par le pouvoir adjudicateur :

$P = 1/1000 \text{ €} \times \text{nombre de jours de retard ouverts}$

- **Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces du marché**

En cas de non-respect (manquements et/ou violations) des dispositions des pièces du marché, le titulaire peut se voir infliger, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **100 €** par non-respect constaté par le maître d'ouvrage. Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

- **Pénalité pour absence à une visite ou réunion de chantier**

En cas d'absence à une visite de chantier (à laquelle la présence du titulaire ou de son représentant était obligatoire) ou à une réunion de chantier sans justification recevable, le titulaire peut encourir une pénalité forfaitaire égale à **100 €** par absence constatée.

- **Pénalité pour non-respect du plan de prévention**

En cas de non respects et/ou violations des prescriptions du plan de prévention établi pour l'exécution du marché, le titulaire peut encourir sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de **100 €** par non-respect et/ou violation constatés par le pouvoir adjudicateur.

- **Pénalité pour abandon de chantier**

En cas d'abandon de chantier par le titulaire (c'est-à-dire dans le cas où ce dernier est dans l'incapacité d'assurer l'exécution du marché qui lui a été notifié pour des raisons internes à son entreprise), il encourt le versement d'une pénalité égale au préjudice subi par le pouvoir adjudicateur ; dans tous les cas, le montant dû par le titulaire ne peut être supérieur au montant du marché pour lequel il s'était engagé.

Autres pénalités diverses

- Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 75 € H.T. (soixante-quinze euros H.T.) par infraction constatée et par jour calendaire.
- Retard dans le nettoyage du chantier : 100 € H.T. (cent euros H.T.) par jour calendaire.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier : 150 € H.T. (cent cinquante euros H.T.) par jour calendaire.
- Retard dans la levée des réserves formulées dans le cadre des opérations de réception ou de pré-réception des ouvrages : 150 € H.T. (cent cinquante euros H.T.) par jour calendaire.

- Présence d'un ouvrier sur le chantier non référencé sur le dossier d'identification des membres de l'équipe d'encadrement : 150 € H.T. (cent cinquante euros H.T.) par infraction constatée et consignée au registre ou journal de chantier.
- Non production d'une attestation d'assurance en cours de validité : 50 € H.T. (cinquante euros H.T.) par jour calendaire.
- Retard dans la production du dossier DOE par poste : 100 € HT (cent euros H.T.) par jours calendaire.

Cumul et seuil des pénalités

Toutes les pénalités objet des articles susmentionnés sont **cumulables**.

La totalité des pénalités ne peut excéder plus de 10% de la totalité du montant du marché considéré.

12 ARTICLE 12 - RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il est fait application du CCAG/Travaux, et notamment des articles 49 à 55.

En cas de résiliation du marché par le Maître d'ouvrage, un état des lieux contradictoire, ou à défaut par huissier, est réalisé. Un constat des travaux effectués, amputés des travaux nécessaires et des pénalités éventuelles, est réalisé.

12.1.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général. Les dispositions des articles 49 et suivant et 50.4 du CCAG/Travaux s'appliquent.

12.1.2 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord le marché. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

12.1.3 Résiliation unilatéral du représentant du pouvoir adjudicateur

Ce marché est résiliable unilatéralement par le pouvoir adjudicateur de plein droit dans les cas suivants :

- abandon du chantier ;
- retard de réception des travaux supérieur à 30 jours calendaires ;
- non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- non-respect de la législation et des règlements portant sur l'objet du marché ;
- non-respect de la réglementation relative aux règles sanitaires Covid 19, d'hygiène et de sécurité du travail ;
- faute grave du titulaire (par exemple : non-respect constaté d'une disposition d'une importance particulière) ou non-exécutions répétées des prestations ;
- non-respect d'un ordre donné par le MOE, non-respect de la sécurité ;
- non présentation à deux réunions de chantier consécutives après convocation ;
- non transmission d'une attestation d'assurance en cours de validité ;

- infraction aux mesures de sécurité régissant l'accès au site et aux règles de circulation et de stationnement ;
- si le titulaire cède ou sous-traite, en totalité ou en partie le marché, sans l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur ;
- si, après deux (2) relances, le titulaire ne fournit pas les pièces demandées par le maître d'ouvrage ;
- survenance d'un événement de force majeure ;
- dans les cas prévus aux articles 49, 50 et 51 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux).

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du marché. La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

En cas de résiliation du marché, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due au titulaire, hormis le paiement des prestations déjà réalisées par le titulaire avant la fin du contrat résilié.

Si l'ajournement des travaux doit être prononcé, les modalités de l'article 48 du CCAG/Travaux s'appliquent.

12.1.4 Exécution du marché aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire de ses engagements contractuels, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des travaux prévus par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire intervient soit en cas de mauvaise exécution, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des travaux effectués à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui peuvent être nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant, soit 10% du montant des travaux concernés par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 100 euros.

13 ARTILCE 13 - LITIGES ET DIFFERENDS

Le marché est soumis aux dispositions du droit français.

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au maître d'ouvrage sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires. À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04.
Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46

14 ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/Travaux, toute information portée à la connaissance du titulaire et ayant attrait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Le titulaire doit respecter la confidentialité des informations et ne doit les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tous supports, notamment informatiques, contenant des informations confidentielles soient conservés en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports, ou les remettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de ce dernier.

Tout manquement à ces obligations peut entraîner la résiliation sans préavis ni indemnités du marché. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

15 ARTILCE 15 - DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à ne traiter les données personnelles que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par l'HAD APHP. Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent marché.

Les données à caractère personnel traitées en exécution du présent marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus au présent marché ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire. En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer à des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent marché sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données. Il s'assure en outre que ces données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent marché et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

16 ARTICLE 16 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 3.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

L'article 11.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux.